

2. Greenpeace

Le créneau de Greenpeace

Dans la galaxie des organisations anti-industrielles, Greenpeace, la légendaire ONG internationale, occupe une place intermédiaire entre les organisations «respectables» telles que le WWF, et les organisations «non respectables» telles que les mouvements écoterroristes du genre de Earth First! Officiellement, Greenpeace est une association pacifiste, comme son nom semble l'indiquer.

Historiquement, les deux thèmes fondateurs à partir desquels Greenpeace a organisé ses premières campagnes étaient contre la chasse à la baleine et contre les essais nucléaires français. Depuis les thèmes se sont multipliés et l'on peut entre autres citer l'opposition au nucléaire civil, au chlore, aux gaz à effet de serre, aux organismes génétiquement modifiés (OGM), à l'incinération des déchets ménagers, ainsi que la protection de l'écologie marine, des forêts, la protection de l'Antartique, la protection de la couche d'ozone, etc.

Comme on le voit, Greenpeace occupe le terrain sur toutes les grandes «causes» écologistes à la mode. Elle lance des actions «sur le terrain» et a une image plus combattante (contrairement à d'autres organisations plus «respectables»).

Une opération de harcèlement de Greenpeace contre telle ou telle industrie est toujours très spectaculaire (des militants vont, par exemple, s'enchaîner aux grilles d'une centrale nucléaire déguisés avec des tenues de protection contre les radiations) et reçoit systématiquement une couverture abondante dans les médias.

Il faut toutefois chasser l'image idyllique, que Greenpeace aime à cultiver, de la petite organisation courageuse qui ose défier les gros lobbies industriels, pour comprendre la nature de cette «multinationale verte». En effet, lorsque son ancien dirigeant, David McTaggart quitte officiellement Greenpeace en 1991, l'organisation compte 5 millions de sympathisants dans le monde (aujourd'hui Greenpeace revendique 3 millions de sympathisants) et 43 bureaux. David McTaggart est l'homme qui a fait d'un petit groupe de hippies de Vancouver une multinationale qui affichait en 1993 un budget de 144 millions de dollars.

Il s'agit donc de l'une des ONG les plus riches du monde mais, compte tenu des grosses dépenses qu'elle engage, ce chiffre est vraisemblablement très sous-estimé : ils vont, par exemple, dépenser 1,4 million de francs pour mettre en scène l'agonie d'un bébé dauphin dans les filets d'un chalutier, ou faire mener un train de vie luxueux aux dirigeants comme en témoigne Bjorn Okern, l'ex-directeur de Greenpeace-Norvège : «Je n'ai jamais autant pris l'avion en première classe, ni couché dans des hôtels de luxe, qu'à l'époque où je travaillais pour Greenpeace.»

Pour caractériser le personnage de David McTaggart, citons simplement sa déclaration au *Time* du 21 août 1989 :

«Je n'ai aucune moralité. Nous combattons pour que nos enfants puissent atteindre le XXIème siècle. Alors, au diable les règles.»

Avec de tels principes, il devient naturel de décider soi-même pour le reste de l'humanité de ce qui est bon pour elle...

Les véritables motivations de Greenpeace

En juin 1991, Michael Knessler écrivait dans le magazine autrichien *Der Wiener* : «D'un jour à l'autre, une communauté de consommateurs haschich devenait un groupe de combattants écologistes opérant à un niveau international.» Lorsque l'on étudie la manière fulgurante dont Greenpeace s'est développée, il devient naturel de se demander si l'habileté de ses dirigeants y a suffi, ou s'il n'y a pas eu quelque soutien occulte dont on pourrait peut-être trouver l'identité en se demandant à quels intérêts profitent les campagnes ? Des analyses intéressantes mais contradictoires ont voulu faire, par exemple, de Greenpeace un appendice de la CIA ou du KGB.

Il est clair qu'il y a eu une «convergence d'intérêts» entre Greenpeace et le régime soviétique, bien que qualifier la multinationale verte d'agent du KGB serait une vision réductrice. Cependant, au cours des années 80, lorsque Greenpeace manifestait contre les armes nucléaires, c'était en fait contre les armes antimissiles occidentales (l'Initiative de défense stratégique américaine), à une époque où les Soviétiques travaillaient sur des projets similaires, et contre les Pershing en Europe, à une époque où les Soviétiques avaient déjà installé des SS-20 en Allemagne de l'Est. Greenpeace n'a jamais manifesté contre les armes soviétiques mais seulement contre leurs chasseurs de baleine, et de manière très modérée. C'est ainsi que le numéro des 21-27 mars 1989 du magazine soviétique *Temps nouveaux* destiné aux agents extérieurs de l'Union soviétique, contenait un article «Adhérer à Greenpeace» où l'on pouvait lire que «Greenpeace aura prochainement des milliers de nouveaux adhérents en Union soviétique.»

Il est clair également que toutes les campagnes de Greenpeace contre le nucléaire civil — en particulier en France et au Japon — n'ont pu que servir les intérêts des pétroliers américains comme on l'a souvent rappelé par le passé. Mais la meilleure approche semble bel et bien de considérer que sous l'impulsion de McTaggart, Greenpeace, soit tout d'abord devenue une sorte de mercenaire vert cherchant à «faire de l'argent» en «surfant» sur la vague anti-industrielle issue de la fin des années 60. C'est cet objectif qui peut le mieux expliquer le manque de cohérence des analyses partielles que l'on serait tenté de faire.

Tout ceci nous éloigne de la véritable défense désintéressée de l'environnement et trouve sa confirmation dans les témoignages désabusés d'anciens membres. Citons encore l'ancien président de Greenpeace-Norvège :

«Avec la campagne pour les baleines, on détourne l'attention des vraies questions écologiques. Tout le monde peut s'acheter un peu de bonne conscience verte en soutenant la campagne sur les baleines, y compris les personnes et entreprises qui polluent le plus. Si Greenpeace consacrait son budget annuel d'un milliard de couronnes norvégiennes aux véritables problèmes de l'environnement, la bataille pour la protection de celui-ci ferait un grand pas en avant.»

Écoutons également l'ancien directeur de Greenpeace-France, Philippe Duquenne :

«La seule obligation de résultat de l'organisation est de faire la une des médias de temps en temps. C'est un système très pervers. L'important est de trouver quelques mots magiques qui feront «tilt» dans l'opinion publique. En outre, Greenpeace International décide de ce qui se fera en France et l'organisation fait preuve d'un intégrisme inouï. Son approche des problèmes se veut scientifique mais prend-elle le recul nécessaire ? A aucun moment, il n'y a d'analyse critique.» «Vu la façon dont les campagnes sont choisies, vu la façon dont les actions sont menées, il y a tous les risques d'une dérive. Greenpeace aligne tout le monde sur les besoins des Américains et des Européens du Nord. On peut facilement faire passer des idées dans Greenpeace parce qu'il n'y a pas d'analyse. On n'y fait pas de prospective. On ne se demande jamais quels seront les nouveaux thèmes de campagne. Ceux-ci arrivent sans qu'on les cherche.»

Greenpeace, n'est donc pas vraiment une organisation démocratique. Ceci est également confirmé Bennet Metcalfe, qui a précédé McTaggart à la direction :

«Quand je pense à toutes ces années, à tout ce qui s'est passé depuis que nous avons fondé cette organisation, j'ai vraiment l'impression d'avoir créé un monstre, d'être un peu comme le docteur Frankenstein.»

Greenpeace et les médias : un cas d'étude

Examinons sur un exemple particulier récent le *modus operandi* de la multinationale verte : les campagnes menées contre l'usine de retraitement de la Cogema à La Hague.

Greenpeace n'est pas le seul ni le premier intervenant dans ces campagnes. Celles-ci se déroulent d'ailleurs dans un contexte très «chaud» (campagne contre les essais nucléaires français en 1995, rapport Viel sur les leucémies de La Hague etc.). Greenpeace-Cherbourg a même une existence symbolique qui se limite à quelques employés de l'arsenal nucléaire (!). Cependant, Greenpeace-International a su investir et contrôler le terrain, créer toute une mobilisation internationale autour des rejets de La Hague, la faire durer plusieurs années sous la forme d'un feuilleton interminable de type *Dallas*... tout cela sans jamais prouver l'existence d'un véritable problème pour la santé publique ou même pour l'environnement !

En effectuant une revue de presse sur les attaques dans la presse française contre le nucléaire français au cours des années 1990-1997, nous pouvons constater que toute la campagne sur les seuls rejets de La Hague (sans tenir compte des «affaires associées» telles que le rapport Viel ou les attaques par les associations locales du centre de l'ANDRA à Cherbourg) a provoqué une avalanche médiatique sans précédent sur un ton la plupart du temps «catastrophiste» (*Sud-Ouest* : «*L'environnement de La Hague est gravement contaminé*», *Le Républicain Lorrain* : «*Nucléaire : La Hague en accusation*», *Le Méridional* : «*Nucléaire : alerte à La Hague*», etc.). Pour la période entre le 15 février 1996 et le 31 décembre 1997, nous avons relevé un échantillon, largement non exhaustif, de 114 extraits de presse sur le sujet, la plupart émanant de médias nationaux ou à grand tirage. Il serait trop long de donner ici une chronologie complète des événements, nous nous contenterons de quelques étapes.

- Le 15 février 1996, Greenpeace présente à la presse une étude qu'elle a commandée à la CRII-RAD : *Contrôles radiologiques dans l'environnement des installations nucléaires de La Hague*. Selon cette étude, l'environnement serait

contaminé par plusieurs radioéléments, dont l'iode 129 qui pourrait être inhalé par les populations ou contaminer la chaîne alimentaire, «*c'est la signature des rejets aériens des usines de retraitement de La Hague*». En fait, ce rapport ne produit rien de nouveau ou de «caché par les nucléocrates». La Cogema parvient sans peine à montrer que ces radioéléments correspondent aux rejets qu'elle est autorisée à effectuer et que leur impact est insignifiant : «*La radioactivité naturelle est de 2 500 $\mu\text{Sv}/\text{an}$. L'impact de l'usine sur l'environnement est de 10 à 20 $\mu\text{Sv}/\text{an}$ alors que la norme autorisée pour le public est de 5 000 $\mu\text{Sv}/\text{an}$* ».

- Le 28 mai 1997, Greenpeace commande un second rapport à la CRII-RAD pour relancer l'affaire de l'iode 129. Cette étude porte plus particulièrement sur la dilution de l'iode 129 provenant du centre de retraitement, dans l'eau de mer. Le rapport est de nouveau alarmiste et affirme que les mesures officielles «*montrent que les facteurs de dilution prévus par la Cogema conduisent à sous-estimer d'un facteur 10 à 100 les quantités de radionucléides artificiels présents dans l'eau de mer*». Après enquête, il s'avère que la CRII-RAD a commis dans son rapport une erreur de calcul de débutant... Donc, ici encore, nous avons eu beaucoup de bruit pour rien.

- Le 11 mars 1997, les marées d'équinoxe découvrent la conduite rejetant en mer les effluents liquides de l'usine. Greenpeace effectue des premières mesures de radioactivité et en fait effectuer par la CRII-RAD. Le 8 avril, trente-cinq militants de Greenpeace envahissent l'endroit pour effectuer un second contrôle sur la canalisation : «*Nous avons relevé 385 μSv par heure. Cela représente une irradiation 3 860 fois supérieure à la norme.*» C'est ainsi que démarre «l'affaire du tuyau». Ce nombre de «3 860» qui correspond aux premières mesures a en effet de quoi paniquer tout auditeur naïf qui ignore que le dépassement d'une norme ne signifie pas nécessairement danger. On notera cependant le décalage entre le ton dramatique de cette déclaration et le déplacement de trente-cinq militants : si Greenpeace pensait réellement qu'il y avait un danger aurait-elle organisé une telle mise en scène si éloignée du calme que nécessitent des mesures scientifiques ? Néanmoins, une ambiance de catastrophe est transmise par l'audiovisuel, notamment lors de l'émission de *FR3, Thalassa*, du 18 avril : les représentants de la CRII-RAD sont filmés en train de mesurer la radioactivité. Gros plan sur l'usine avec musique de fin du monde. L'angoisse est mise en scène. Les hommes semblent inquiets, ils sont pressés et silencieux. Dès que les mesures sont prises, l'un d'entre eux déclare : «*Allez, on file*», comme s'ils se trouvaient près d'une bombe prête à exploser. Invisible, tapi, le danger est là, d'autant plus oppressant qu'on ne le voit pas.

L'enquête sur l'incident donne les résultats suivants.

Sur la réalité de l'incident, la radioactivité détectée est due à la présence de tartre radioactif sur les parois intérieures de la canalisation. Il sera procédé ultérieurement à un détartrage du tuyau. D'après la Cogema : «*Le dépôt de tartre est en effet dû à la formation de silicate à la suite de la mise en contact des eaux de pluie avec les effluents, et il y sera remédié en n'envoyant plus, dorénavant, les unes et les autres simultanément sur la conduite*».

Sur la réalité du risque, la radioactivité décroît très rapidement dès que l'on s'éloigne de la conduite (quelques mètres) et la conduite n'est découverte qu'une fois tous les cinq ans, donc pour qu'il y ait un problème sanitaire quelconque il faudrait imaginer que quelqu'un vienne s'allonger plusieurs heures d'affilées sur la conduite ce qui paraît peu vraisemblable à cette époque de l'année...

- Au cours de la première quinzaine de juin 1997 des hommes-grenouilles de Greenpeace font des plongées et viennent prélever des sédiments et de l'eau au voisinage de la canalisation. Selon Greenpeace, la radioactivité de l'eau se situe à «*un niveau 17 millions de fois supérieur à la radioactivité naturelle de l'eau*». Ce que Greenpeace ne précise pas c'est que cette radioactivité est strictement localisée à l'embouchure de la canalisation, à 27 m de profondeur et à

1,7 km de la côte dans un endroit où les courants sont particulièrement forts pour permettre justement la dispersion de cette radioactivité : ces prélèvements reviennent à juger de la qualité de l'air en mettant son nez à la sortie d'un pot d'échappement de voiture. De ce fait les chiffres donnés par Greenpeace ne révèlent donc rien qui ne soit pas déjà connu ; ils ne sont d'ailleurs contestés par personne, mais leur interprétation par l'organisation écologiste est véritablement frauduleuse. Il est intéressant néanmoins de constater que Greenpeace considère que ces prélèvements devraient être qualifiés de déchets nucléaires et pourtant les expédie pour analyse à un laboratoire en Allemagne au mépris total de la réglementation sur le transport des déchets nucléaires et sans prendre de précaution pour éviter une contamination éventuelle de tierces personnes... Si ces prélèvements sont dangereux, alors il faudrait considérer que Greenpeace est un empoisonneur, s'ils sont inoffensifs, alors toute cette campagne catastrophiste serait une fraude. Ce toute façon, cette attitude montre mieux que la véritable préoccupation de Greenpeace n'est pas la santé publique, d'autant plus qu'il n'est pas rare qu'un tel transport de produits «dangereux» soit effectué de manière tapageuse par la multinationale verte.

- Les opérations de détartrage sont effectuées le 6 septembre 1997. Quelques dizaines de kilogrammes de tartre sont détachés au cours de l'opération et entraînés vers la mer. Cette quantité représente moins d'un millième des 100 t de tartre ramenés à terre au cours de l'opération et ne provoque qu'un marquage radioactif de l'entourage immédiat de la conduite (cette radioactivité reste comparable à celle d'un bloc de granit). Cela n'empêche pas Greenpeace d'y envoyer ses plongeurs et de déclarer : «*Ce que nous avons vu s'apparente à un cauchemar nucléaire*». Cette accusation est relayée et amplifiée par les médias et notamment l'émission *Thalassa* du 27 septembre.

- Le 2 octobre 1997, Greenpeace organise une conférence de presse au sujet des prélèvements que ses plongeurs ont effectués fin septembre. L'organisation écologiste accuse la Cogema de violer le décret du 1er novembre 1980 qui fixe à un maximum de 25 microns de diamètre les particules radioactives rejetées en mer, or les rejets liquides «*fourmillent de particules radioactives d'une taille supérieure à 63 microns*». Ici encore, l'enquête met en évidence la mauvaise foi de Greenpeace : les particules radioactives de diamètre inférieur à 25 microns sont rejetées en même temps que des particules inertes de toutes tailles.

Que faut-il retenir de cet inventaire fastidieux dont nous n'avons donné qu'une partie ?

Tout d'abord que Greenpeace a repris à son compte le fameux proverbe selon lequel, lorsque l'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage : toute cette énergie que Greenpeace a déployé n'a mis en évidence aucun problème réel. Cette constatation suffirait-elle à diminuer l'arrogance et l'agressivité de l'organisation écologiste vis-à-vis de l'industriel ? Certes non puisque dès qu'un épisode s'achève, un autre démarre. L'objectif des écologistes n'est pas ici une recherche de la vérité mais plutôt d'alimenter dans l'esprit du public, à coup de demi-vérités et de véritables mensonges, un sentiment irrationnel de peur et de malaise permanent. De ce point de vue, on peut dire que Greenpeace a parfaitement assimilé les leçons de Joseph Goebbels en matière de manipulation d'informations.

Par ailleurs, et ceci accompagne cela, Greenpeace n'aurait jamais pu déclencher une opération qui a tenu l'Europe entière en haleine pendant plus de deux ans autour d'un ensemble «d'événements» qui se réduisent littéralement à rien, sans une complaisance totale de l'ensemble de l'audiovisuel français.

The Rainbow Man

L'homme qui a sans doute le plus contribué à démythifier Greenpeace est un cinéaste islandais, Magnus Gudmunsson, qui a notamment réalisé pour la télévision danoise, plusieurs films documentaires sur Greenpeace dont l'un est intitulé *The Rainbow Man*. Parmi les choses les plus choquantes que l'on peut y voir, figure notamment l'utilisation par Greenpeace de films truqués et sa collaboration avec des «écoterroristes» collaboration tout à fait contradictoire avec le «pacifisme» affiché par la multinationale verte.

Le documentaire de Gudmunsson analyse notamment un film de propagande de Greenpeace sur la chasse aux phoques de 1978. Ce film présentait des scènes douloureuses de chasse, impossibles à prendre sur le vif sans mise en scène préalable. Certaines scènes sont tournées plusieurs fois sous des angles différents. Les images sont excellentes et les gros plans très expressifs. Carsten Fledelius, professeur de cinéma à l'université de Copenhague déclare à leur propos : «*On fait souffrir inutilement les animaux pendant le tournage. Tout ceci me rappelle les films de propagande nazis.*» Dans ce contexte, il est bon de rappeler que Greenpeace a également réalisé un film, *Kangaroos Under Fire*, contenant des scènes incroyablement atroces de torture sur les kangourous en Australie. L'idée était de faire passer les adolescents ivres morts qui pratiquaient les tortures pour des chasseurs professionnels.

The Rainbow Man a également montré de manière irréfutable les liens de Greenpeace avec une organisation violente : au cours d'une interview réalisée par deux journalistes danois, la présidente de Greenpeace de l'époque, Uta Bellion, commence par affirmer que le principe de la non violence est très important pour son organisation et qu'il n'existe pas de coopération avec un groupe violent tel que Earth First! Lorsqu'on lui présente les preuves du contraire et notamment du fait que de nombreux membres de Greenpeace Seattle sont également membres de Earth First!, elle finit par reconnaître les faits mais refuse de s'engager à mettre fin à une telle collaboration. Depuis cet épisode, la stratégie de Greenpeace s'est quelque peu infléchie : il ne s'agit plus maintenant de nier la collaboration entre Greenpeace et Earth First! mais de soutenir contre vents et marées que Earth First! n'est pas une organisation violente. A ce sujet, il peut être intéressant de citer Suzanne Pardee, membre du bureau de Greenpeace Seattle et membre de Earth First! qui s'exprimait le 6 mars 1994 sur la conférence Econet dans les termes suivants :

«Tirez sur les vaches. Elles ne courent pas. Elles ne peuvent pas mordre, elles ne chargent pas, elles ne vous lacèrent pas. Elles ne produisent que 2% de la viande sur 70% des terres de l'Etat. Une livre de bœuf exige 8 000 litres d'eau contre seulement 80 pour une livre de farine. Et puis il y en a *beaucoup* trop. Bonne chasse !»

Cette image contraste sérieusement avec l'idée que l'on se fait de Greenpeace habituellement. Dans les pays où les films de Gudmunsson ont pu être diffusés publiquement, le résultat a été désastreux pour la multinationale verte, y compris en Europe du Nord où l'idéologie verte s'est traditionnellement développée plus qu'ailleurs (les films de Gudmunsson n'ont pas été diffusés en France...). Selon les termes de Ruben Almedia, le dirigeant brésilien de Greenpeace, le voyage de Gudmunsson dans son pays en 1994 a été pour lui «*comme une catastrophe nucléaire*». Des milliers de contributeurs téléphonèrent aux locaux de Greenpeace pour exiger le remboursement de leur cotisation. Selon son propre aveu, Greenpeace a perdu la même année 50% de ses

membres au Danemark. En Suède, ce chiffre est estimé entre 30 et 40%...

Cependant, c'est sans doute en Norvège, que le film de Gudmunsson a fait le plus de dégâts. En avril 1989, Greenpeace-Norvège avait 15 000 membres et était en rapide croissance. Trois ans plus tard, selon nos sources, il ne restait dans l'organisation norvégienne que 35 membres. Le coup de grâce est venu avec la démission du président de Greenpeace-Norvège Bjorn Okern. Il a déclaré notamment que Greenpeace était devenue une organisation «écofasciste».

Une structure de renseignement et d'infiltration

Fin 1996, Olivier Vermont publiait un livre chez Albin Michel, *La face cachée de Greenpeace*, qui venait compléter de façon très intéressante ce que l'on savait depuis Gudmunsson sur Greenpeace à propos de ses liens avec l'écoterrorisme, mais surtout sur son fonctionnement en tant que réseau de renseignement. Ce livre est en fait l'histoire d'une infiltration : Olivier Vermont, pseudonyme d'un journaliste français, a passé dix mois au sein de la multinationale verte ; il y joue le rôle de secrétaire, ce qui lui permet d'avoir accès aux ordinateurs et à des informations confidentielles.

Tout d'abord, il constate que Greenpeace-France, qui est un nain à côté de ses sœurs allemande et britannique, dispose d'un réseau d'informateurs très étendu dans les milieux de la presse, de l'industrie, de la politique... ce qui lui permet d'avoir des fiches très bien renseignées sur beaucoup de personnalités. Celle de Jacques Chirac, par exemple est très complète, avec mise à jour régulière de la maîtresse bien en cour. Ces informations sont utilisées à des fins de lobbying mais, selon Vermont, elles sont «*si détaillées qu'elles ressemblent de façon troublante aux fiches établies par les services d'espionnage*».

Un document particulier trouvé par Vermont donne le frisson. Il s'agit d'un dossier intitulé *Palais de l'Élysée*, avec des cartes extrêmement précises du palais présidentiel. Des vues d'hélicoptère sur lesquelles sont représentées la loge d'honneur, le vestibule d'honneur, le fameux perron où le président accueille ses hôtes de marque et le bureau du président. Un plan en trois dimensions de l'intérieur de ce dernier détaille la disposition des meubles et la localisation exacte du fauteuil du président. Des notes manuscrites accompagnent le plan pour indiquer le trajet le plus court menant du perron au bureau. Troublant également, le dossier comporte des informations sur le système de protection de l'Élysée. Cela est d'autant plus inquiétant quand on se souvient du spot télévisé britannique *The day of the Jacques*, une opération conjointe de Greenpeace et du WWF réalisée au moment de la campagne contre les essais nucléaires français en 1995, et qui représentait une menace ouverte contre la vie du président puisque celui-ci, joué par un comédien, se trouvait visé par l'objectif d'un fusil à lunette.

En fait, contrairement à ce que l'on pourrait croire à première vue, Greenpeace n'est pas véritablement détachée du monde politique. On savait déjà que l'ancienne ministre de l'Environnement française, Ségolène Royal, reprenait en septembre 1992 presque mot pour mot la propagande de Greenpeace sur le pyralène, à tel point que même *Libération* que l'on ne pourrait vraiment pas qualifier d'anti-écologisme primaire l'avait remarqué : Mme Royal «*laboure politiquement à la remorque de Greenpeace*.» Greenpeace-Allemagne est une telle institution dans ce pays, que son ancienne directrice exécutive, Monika Griefahn, était devenue ministre de l'environnement de la Basse-Saxe.

Dans le même ordre d'idées, le livre d'Olivier Vermont nous apprend que notre ancien ministre de l'Environnement, Brice Lalonde collaborait avec Greenpeace, y compris à l'époque où il était au gouvernement. Brice Lalonde, qui avait hébergé David McTaggart en 1973, lors de son procès contre l'Etat français, s'en vante même dans une note découverte par Vermont :

«Quand j'étais secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques majeurs, dans le gouvernement de Michel Rocard, on montait nos coups ensemble. C'était amusant. David représentait Greenpeace, moi, l'Etat français.»

Plus près de nous, à l'heure où nous écrivons ces lignes le Premier ministre de Belgique, Guy Verhofstadt, vient de constituer un gouvernement de coalition avec des écologistes. Le nouveau secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable n'est autre que... Olivier Deleuze, l'ancien président de Greenpeace-France !

L'avenir de Greenpeace ?

Il est certain que les révélations faites sur Greenpeace au cours des années 90 (ainsi que certaines de ses défaites en justice contre le monde industriel comme nous le verrons dans la troisième partie de cette étude) ont considérablement diminué la marge de manœuvre de la multinationale verte. Depuis quelques années, Greenpeace a réduit considérablement ses effectifs dans de nombreux pays et notamment aux Etats-Unis. Cependant, il serait prématuré de croire que cette organisation est moribonde, elle reste un géant à vocation internationale. Le gros de ses forces se trouve actuellement en Allemagne, en Hollande et en Angleterre. C'est à partir de ces pays qu'elle a pu organiser certains coups d'éclat : par exemple, sa campagne contre l'immersion de la plate-forme Brent Spar du pétrolier Shell a renfloué ses finances à un moment où celles-ci se portaient très mal ; les campagnes contre La Hague connaissent également une forte couverture de presse outre-Rhin.